

La prééminence de « savoir » dans l'évaluation de l'action et la norme de garantie

Beaucoup de philosophes pensent qu'il y a une norme épistémique gouvernant la rationalité de nos actions, mais il n'y a pas de consensus sur la condition épistémique que cette norme requiert. Pour certains, c'est la connaissance (Hawthorne 2004, Stanley 2005, Williamson 2005, Hawthorne and Stanley 2008), pour d'autres la justification (Fantl and McGrath 2009, Littlejohn 2009, 2012), pour d'autres la justification à croire que l'on sait (Neta 2007), etc. Certains pensent que cette condition est sensible au contexte (Brown 2008, Reed 2010, Gerken 2011, 2015, 2017, Locke 2015), et d'autres admettent qu'il y a une pluralité de normes (Levin 2008). Malgré ces désaccords, tout le monde accepte l'idée que « savoir » est prééminent des évaluations ordinaires des actions. Toute théorie satisfaisante doit donc expliquer ce fait.

Mikkel Gerken a récemment articulé et défendu une norme de garantie pour l'action (Gerken 2011, 2017). Conscient que nous utilisons "savoir" de manière prééminente, il a également proposé une explication de ce fait compatible avec la supposition que la connaissance n'est jamais nécessaire pour les actions épistémiquement rationnelles (Gerken 2015, 2017). Pour que son approche soit satisfaisante, il faut cependant que l'explication qu'il avance s'accorde pleinement avec la supposition selon laquelle l'action est gouvernée par la norme de garantie qu'il défend.

Sur ce point, je montre qu'il y a une tension. Si on adopte la norme de garantie, alors l'explication proposée de la prééminence de « savoir » est *ad hoc*. Et si l'explication proposée est correcte, alors il est très improbable que l'action soit gouvernée par la norme de garantie qu'il défend.

Dans un premier temps, je distingue trois sens dans lesquels « savoir » est prééminent dans les évaluations épistémiques ordinaires des actions. Tout d'abord, « savoir » ou « connaissance » est le terme le plus utilisé ; ensuite, c'est le terme utilisé par défaut ; finalement, l'usage de ce

terme dans les situations pratiques est associé à une force directive qui permet de guider l'action.

Dans un second temps, j'expose la tension entre la norme de garantie et l'explication de la prééminence de « savoir » proposée par Gerken. Selon Gerken, la norme de garantie impose différents critères épistémiques en fonction des différents contextes délibératifs. Un contexte délibératif est déterminé par un ensemble de facteurs pratiques, lesquelles incluent en particulier l'urgence de l'action, les enjeux, la disponibilité des données et d'autres options possibles, et le rôle social de l'agent (Gerken 2011, 530). Selon cette approche, la connaissance n'est jamais nécessaire pour l'action, car la notion de garantie n'est pas factive.

Pour expliquer le fait que « savoir » est prééminent dans nos évaluations, Gerken assume que le niveau de garantie requis par le savoir est (très) fréquemment nécessaire et suffisant pour les actions rationnelles. En d'autres termes, il y a fréquemment une coïncidence de ces deux critères épistémiques dans les situations pratiques normales (Gerken 2015; 2017, 6.3c). On peut donc expliquer pourquoi le terme « savoir » est fréquemment utilisé, pourquoi évaluer les actions en considérant ce que l'agent sait est un bon indicateur et une bonne heuristique pour évaluer ses actions par défaut, et pourquoi utiliser « savoir » permet de guider les actions.

Cependant, Gerken ne donne aucune raison indépendante de penser que la thèse de la coïncidence normale est correcte, ni de raison de penser qu'on devrait s'attendre à ce qu'elle soit vraie si on adopte la norme de garantie qu'il propose. Or, il est crucial de noter que si la thèse de la coïncidence normale est correcte, alors si on adopte également une norme de garantie, cela signifie que les situations normales sont fréquemment uniformes vis-à-vis de tous les facteurs pratiques. Mais cela ne semble pas être le cas.

Dans les situations normales (celles dans lesquelles on évalue ordinairement les actions), les enjeux peuvent être très élevés ou très faibles, l'action peut être urgente, ou non urgente, il y peut y avoir ou non des options alternatives, etc. Si tous ces paramètres sont déterminants pour déterminer le contexte délibératif, et s'ils peuvent se combiner de plusieurs manières et affecter le degré de garantie à divers degrés, alors il est très improbable que dans les contextes normaux, le même niveau de garantie soit fréquemment exigé par la norme épistémique de l'action (à savoir le niveau de garantie requis par la connaissance).

Finalement, je montre qu'on ne peut pas résoudre cette tension en faisant appel à la distinction entre contexte pratique normal et contexte pratique fréquent. Tout d'abord, si on veut insister sur l'idée que c'est seulement dans les contextes pratiques normaux, et non fréquents, que le niveau de garantie épistémique requis est identique à celui requis par la connaissance, alors on ne pourra pas expliquer la prééminence statistique de « savoir » dans nos évaluations ordinaires. Deuxièmement, on pourrait vouloir insister sur le fait que les cas où les facteurs pratiques modifient le degré de garantie requis au-delà du degré requis par la connaissance (par exemple, par de très forts enjeux) ou en deçà (par exemple, par de très faibles enjeux) sont des cas anormaux. Le problème de cette approche est qu'elle rend la thèse de la coïncidence normale trivialement vraie en classifiant par principe tous les contre-exemples potentiels comme des cas de situations pratiques anormales.

References

Brown, J. (2008). Subject-sensitive invariantism and the knowledge norm for practical reasoning. *Noûs*, 42(2), 167–189.

Brown, J. (2013). Impurism, Practical Reasoning, and the Threshold Problem. *Noûs* 47

(1):179-192.

DeRose, Keith (2009). *The Case for Contextualism: Knowledge, Skepticism, and Context, Vol. 1*. Oxford University Press.

Douven, Igor (2006). Assertion, knowledge, and rational credibility. *Philosophical Review* 115 (4):449-485.

Engel, P. (2007). Belief and normativity. *Disputatio*, 2(23), 179–203.

Engel, P. (2008). In what sense is knowledge the norm of assertion? *Grazer Philosophische Studien*, 77(1), 45–59.

Fantl, J., & McGrath, M. (2007). On Pragmatic Encroachment in Epistemology. *Philosophy and Phenomenological Research* 75 (3):558-589.

Fantl, J., & McGrath, M. (2009). *Knowledge in an uncertain world*. Oxford: Oxford University Press.

Fassio, D. (2017). Is there an epistemic norm of practical reasoning? *Philosophical Studies* 174 (9), 2137-2166.

Gerken, M. (2011). Warrant and action. *Synthese*, 178(3), 529–547.

Gerken, M. (2015). The roles of knowledge ascriptions in epistemic assessment. *European Journal of Philosophy*, 23(1), 141–161.

Gerken, M. (2017). *On Folk Epistemology. How we think and talk about knowledge*. Oxford: Oxford University Press.

Hawthorne, J. (2004). *Knowledge and Lotteries*. Oxford: Oxford University Press.

Hawthorne, J., & Stanley, J. (2008). Knowledge and action. *Journal of Philosophy*, 105(10), 571–590.

Levin, Janet (2008). Assertion, practical reason, and pragmatic theories of knowledge.

Philosophy and Phenomenological Research 76 (2):359–384.

Littlejohn, C. (2009). Must we act only on what we know? *Journal of Philosophy*, 106(8), 463–473.

Littlejohn, C. (2012). *Justification and the truth-connection*. Cambridge: Cambridge University Press.

Locke, Dustin (2015). Practical Certainty. *Philosophy and Phenomenological Research* 90 (1):72-95

Neta, R. (2007). Anti-intellectualism and the knowledge-action principle. *Philosophy and Phenomenological Research*, 75(1), 180–187.

Reed, B. (2010). A defense of stable invariantism. *Noûs*, 44(2), 224–244.

Stanley, J. (2005). *Knowledge and practical interests*. Oxford: Oxford University Press

Williamson, T. (2005). Contextualism, subject-sensitive invariantism and knowledge of knowledge. *Philosophical Quarterly*, 55(219), 213–235.